



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 17/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA NORMANDE

106 Rue Paul Cornu
14100 Lisieux

Références : 2024.611
Code AIOT : 0005305335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement SCA NORMANDE implanté Rue Paul Cornu 14100 Lisieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA NORMANDE
- Rue Paul Cornu 14100 Lisieux
- Code AIOT : 0005305335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCA Normande Lisieux est une base logistique de produits divers vendus dans les hypermarchés

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative au titre des ICPE | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 4 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2 | Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 3 | Matières dangereuses et chimiquement incompatibles | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 5 | Effets thermiques sur les tiers (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a entrepris les actions nécessaires pour remédier à terme aux écarts constatés lors de

l'inspection précédentes. L'essentiel des travaux devrait donc être réalisé dans le délai fixé par l'arrêté de mise en demeure, à l'exception de la révision trentenaire du système d'extinction automatique qui protège les bureaux. Les ressources humaines du prestataire ne permettent pas d'accélérer davantage la réalisation des travaux. L'exploitant a donc été contraint de prioriser les actions sur la protection des installations qui présentent le plus d'enjeux. L'inspection des installations classées attend donc que l'exploitant justifie des mesures qui permettent d'assurer la sécurité de manière satisfaisante dans l'attente de la finalisation complète des travaux.

Par ailleurs, un porter à connaissance doit être transmis dans l'objectif d'acter les réductions (et éventuelles augmentations) de stockage de certains produits décidées par l'exploitant et de redéfinir en conséquence le classement des activités de l'établissement dans les différentes rubriques de la nomenclature des ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510 |
| Thème(s) : Situation administrative, 1. Appréciation des dangers |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p> |
| <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de l'inspection précédente, l'exploitant avait prévu d'associer la déclaration d'antériorité qui lui était demandée (mise à jour des rubriques de la nomenclature des ICPE) avec un porter-à-connaissance relatif à la création d'un nouveau parking . <p>Lors de la visite, l'exploitant a fait savoir que son projet de parking est reporté mais que les éléments relatifs à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement sont prêts. L'exploitant est donc en mesure d'effectuer rapidement sa déclaration d'antériorité.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'effectuer sa déclaration d'antériorité dans un délai de 15 jours.</p> |

| |
|---|
| Cette déclaration intégrera le cas échéant, un porter-à-connaissance sur les évolutions des quantités admises au stockage (liquides inflammables, aérosols...) que l'exploitant souhaite voir actées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a renseigné les poids des unités de valeurs dans son état des stocks conformément à la demande formulée par l'inspection des installations classées suite à l'inspection précédente. L'exploitant dispose donc désormais des poids dans son tableau de synthèse et peut maintenant éditer très rapidement les quantités en poids présentes de matières dans chaque cellule en fonction des requêtes choisies (rubriques de la nomenclature...).</p> |

| |
|--|
| |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant est invité à compléter son tableau de synthèse par les quantités totales relevant de la rubrique 1510 (matières combustibles) |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Sous le seuil de 1m3, la règle R1 de l'APSAD relative aux systèmes d'extinction automatique d'incendie n'impose aucune exigence particulière (pas de cage grillagée, pas de densité d'eau spécifique). En deçà de ce seuil de 1 m3, il est donc admis que la présence d'aérosols n'est pas incompatible avec le reste des produits stockés.</p> <p>L'exploitant a donc fait le choix de maintenir le stock d'aérosols inflammables en deçà d'1 m3 (valeur assimilée à 1 tonne par l'exploitant). Lors de la visite, l'état des stocks comptabilisait de 26kg d'aérosols. La situation peut donc être considérée comme satisfaisante.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 |
|---|

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux

produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Lors de la précédente inspection, plusieurs écarts ont été relevés concernant le système d'extinction automatique :

- 1°) Dans le dernier certificat Q1, il était fait mention que 3 postes étaient isolés à l'arrivée du contrôleur, signifiant que plusieurs cellules n'étaient plus protégées ;
- 2°) Le système n'était pas dimensionné pour certains produits autorisés au stockage par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/10/2010 (liquides et solides inflammables notamment) ;
- 3°) Certaines parties du système n'avaient pas passé la révision trentenaire. Les études correspondantes étaient toutefois engagées.

Concernant le 1er point, ces 3 postes avaient isolés en raison de fuites d'eau. Il a été remédié à la situation depuis. Toutefois, l'attention de l'exploitant est attirée sur le point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux entrepôts couverts, qui prévoit que des mesures compensatoires doivent être prises pendant les périodes d'indisponibilité du système, afin de réduire le risque d'apparition d'un incendie et renforcer les autres moyens d'extinction. Du personnel formé aux tâches de sécurité incendie doit être présent en permanence. L'exploitant précise que pendant ces périodes d'indisponibilité, les rondes de surveillance sont renforcées, aucun permis de feu n'est délivré et une déclaration est effectuée à son assureur.

Concernant le 2ème point, l'exploitant a pris la décision de plus stocker les produits qui sont incompatibles avec son système d'extinction automatique. Le détail sera formalisé dans le porter-à-connaissance que l'exploitant doit adresser sous 15 jours au préfet du département du Calvados.

Concernant le 3ème point, l'exploitant a poursuivi les actions engagées pour régulariser les parties du système dont l'échéance trentenaire est dépassée et pour anticiper celle à venir pour les autres parties de l'installation. Le planning présenté par l'exploitant respecte l'échéance fixée par l'arrêté de mise en demeure (31/12/2025), à l'exception du sprinklage des bureaux. L'exploitant précise que son prestataire ne dispose pas des ressources humaines pour finaliser la totalité des travaux dans les temps et préfère mettre la priorité sur la mise à niveau du système qui protège les cellules de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'attachera le cas échéant à compléter, formaliser et assurer la traçabilité des mesures compensatoires qu'il estime devoir prendre pendant les périodes d'indisponibilité du système d'extinction automatique. Les éléments correspondants seront adressés à l'inspection

| |
|---|
| des installations classées dans un délai d'1 mois. Aussi, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées dans le même délai, le planning des travaux relatif à la révision trentenaire du système d'extinction automatique. Par la même occasion, il présentera en détail toutes les mesures qui contribuent à limiter les risques pour les entrepôts de stockage dans l'attente de l'achèvement de la révision trentenaire de l'installation qui protège les bureaux (murs coupe-feu entre bureaux et cellules, moyens de surveillance et d'intervention, maintient opérationnel du système de protection des bureaux...) |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII |
| Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Au vu des décisions prises par l'exploitant concernant la suppression de certains produits au stockage (liquides inflammables...), les modélisations Flumilog communiquées précédemment sont recevables. Aucun flux thermique > 8 kW/m2 ne sort des limites de propriété.</p> |

Type de suites proposées : Sans suite